

Conseil national syrien : chronique d'un échec annoncé

Le CNS s'est vu obligé à renoncer au monopole de l'opposition en entrant dans une nouvelle plateforme reconnue en tant que représentant légitime du peuple syrien.

Ignacio Álvarez-Ossorio

Le Conseil national syrien (CNS) est né de la volonté d'unifier l'opposition, de maintenir le caractère pacifique de la révolte et d'instaurer une Syrie démocratique, plurielle et civile après la chute du régime de Bachar al Assad. Quatorze mois après, il a dû se rendre à l'évidence de son échec et entrer dans une nouvelle Coalition nationale des forces de la révolution et l'opposition syrienne.

La révolte syrienne débuta le 15 mars 2011. Comme dans d'autres pays arabes, la population est sortie dans les rues pour demander la chute du régime autoritaire, la dérogation des lois d'État d'urgence et le rétablissement des libertés publiques. Après plusieurs tentatives frustrées, le 23 août de la même année, la création du CNS fut annoncée dans le but de soutenir les mobilisations populaires et lutter pour la liberté, la dignité et la démocratie.

Il fallut cinq mois aux groupes de l'opposition syrienne pour vaincre leurs différences et se mettre d'accord sur la distribution du pouvoir. Le Conseil était composé par les Frères musulmans, les Comités de coordination locaux (CCL), la Déclaration de Damas, le Bloc national, le Bloc kurde, l'Organisation démocratique assyrienne, des figures indépendantes et des dirigeants tribaux. Depuis le premier jour, on insista spécialement sur le fait que le CNS devrait refléter l'hétérogénéité de la société syrienne, en ce qui concernait sa diversité confessionnelle (musulmans sunnites, alaouites, druses et ismaélites, et chrétiens de différentes églises), ethnique (arabes, kurdes, assyriens, turcomans, etc.) et idéologique (laïcs, islamistes, libéraux, gauchistes, indépendants, etc.), bien que l'on comprit assez tôt qu'il s'agissait d'un club sunnite dominé par les Frères musulmans.

Son premier président, élu par consensus, fut Burhan Ghalioun. Son élection fut interprétée comme une tentative d'offrir une image modérée et moderne, étant donné que Ghalioun était un professeur universitaire prestigieux, connu pour sa défense d'un État laïc. Le fait de ne militer dans aucune formation fut initialement

considéré comme un avantage, mais, à la longue, ceci s'est avéré une tare, puisque son action s'est vue conditionnée par les Frères musulmans, principale force du CNS.

Expressément, et suivant le sillage des révolutions tunisienne et égyptienne, on chercha à ce que le CNS ne présente pas un leader charismatique qui puisse l'éclipser. Adib Shishakli, l'un de ses fondateurs, observait à ce propos : « Il n'y aura pas d'icônes, mais plutôt des technocrates et des personnalités de l'opposition qui ont été élues en fonction de la distribution géographique des provinces pour garantir la représentation de toutes les ethnies et les sectes » (*Al Sharq al Awsat*, 19 août 2012). Il s'agissait donc de fuir les personnalismes et de garantir une révolte sans leaders.

Le Programme politique du CNS

Le CNS approuva, les 17 et 18 décembre, son Programme politique qui réclamait l'établissement d'un État démocratique, civil et pluripartiste avec une pleine division des pouvoirs. De même, il se montrait favorable à respecter la légalité internationale, à préserver les droits de l'Homme et les libertés fondamentales (liberté d'opinion, d'expression et de réunion) et à garantir les droits des minorités. Il s'engageait aussi à ce que la future Constitution reconnaisse les droits nationaux des peuples kurde et assyrien et l'unité territoriale syrienne. De plus, il insistait sur le besoin de maintenir le caractère pacifique de la révolte, d'unifier l'opposition et d'obtenir la reconnaissance internationale du CNS.

Le 22 janvier 2012, la Ligue arabe proposa un plan de transition qui envisageait le dialogue politique entre le gouvernement et l'ensemble de l'opposition pour établir un système démocratique et pluraliste. L'objectif serait de créer un gouvernement d'unité nationale dirigé par le viceprésident Farouk al Chareh, qui se chargerait de convoquer des élections libres et transparentes sous supervision internationale, dans un délai de deux mois. Le

Ignacio Álvarez-Ossorio, professeur d'Études arabes et islamiques de l'Université d'Alicante et auteur de *Siria contemporánea* (Sintesis, 2009) et du blog Próximo Oriente : <http://www.proximooriente.blogspot.com>.

28 du même mois, le Conseil de sécurité des Nations unies débattit une résolution pour appuyer ce plan, mais le veto de la Russie et la Chine empêcha son approbation.

Le blocage du Conseil de sécurité obligea à explorer d'autres voies, dont la création d'un Groupe d'amis de la Syrie qui se réunit pour la première fois en Tunisie, le 24 et le 25 mars. Face à ce rendez-vous, le CNS accepta à contrecœur, un gouvernement transitoire dont feraient partie des « membres acceptables du régime », tant qu'ils n'auraient pas les mains tâchées de sang ni ne fussent impliqués dans des cas de corruption. Sa mission serait de superviser les élections pour une Assemblée constituante qui rédigerait une nouvelle Constitution et de garantir le développement d'élections législatives et présidentielles, dans un délai de 12 à 18 mois.

De même, le CNS tendit des ponts vers les groupes armés en offrant son « appui à l'Armée syrienne libre (ASL) et à toutes les formes de résistance populaire » et aux tentatives de « déposer le régime des Assad à travers tous les moyens non violents », tout en reconnaissant que « le peuple syrien a le droit de se protéger lui-même et ses communautés ». Avec ce mouvement, le CNS prétendait s'adapter à la croissante militarisation de la révolte. L'ASL, de plus en plus active, était formée par des déserteurs des Forces armées et par des volontaires civils. Bien qu'au début, elle ne développait que des tâches défensives, avec le temps, elle lança aussi des opérations offensives contre les forces du régime.

Les rares avancées dans la lutte contre Bachar al Assad aiguësèrent les tensions entre le CNS et l'ASL, en particulier après l'établissement d'un Bureau de liaison militaire par le premier. Sa mission serait de « communiquer avec les groupes d'opposition armés, organiser et unifier leurs mandats dans un seul commandement central, définir leurs missions défensives et les placer sous supervision du CNS et coordonner leurs activités, en accord avec la stratégie globale de la révolution ».

Le blocage du CNS

En réponse aux pressions du Groupe d'amis de la Syrie, réuni le 1er avril à Istanbul, le CNS s'engagea, à travers le Pacte national pour une nouvelle Syrie, à unifier l'opposition. Cependant, ces tentatives échouèrent à nouveau. Au sein même du CNS, on commença à enregistrer des dissensions et des démissions. Radouane Ziadeh fit une autocritique en signalant : « des erreurs ont été commises et les membres du CNS ne sont pas représentatifs : il n'y a pas de combattants de l'intérieur, ce qui fait qu'il manque de légitimité. Ainsi, je défends la création d'un nouveau CNS, à partir de zéro » (Al Jazira, 13 mai 2012). Rima Fleihan, qui avait défendu les droits de l'Homme et avait quitté le CNS auparavant, affirma : « Le CNS est au bord de l'effondrement à moins qu'il ne se transforme pour représenter l'ensemble de l'opposition », (Reuters, 21 mai 2012).

Face à l'aiguësement des divisions, Ghalioun présenta sa démission, le 22 mai. Lors de la réunion du CNS à Istanbul du 9 et 10 juin, Abdel Basset Sayda, un académicien kurde résidant en Suède, fut élu en tant que substitut. L'appui des Frères musulmans fut décisif pour son élection face à d'autres candidats plus gênants comme George Sabra, un chrétien proche du dirigeant communiste historique Riad al Turk (connu comme le Nelson Mandela syrien). L'incapacité du CNS à agglutiner l'ensemble de l'opposition fut mise en évidence, une fois de plus.

Face à cette situation, la secrétaire d'État nord-américaine, Hillary Clinton, avertissait que le CNS « ne pouvait plus être considéré comme le leader visible de l'opposition » et offrait son appui à l'Initiative nationale syrienne, proposée le 1er novembre par l'ancien député Riad Seif. Le Plan Seif constatait l'échec de la révolution sans leaders, prônée par le CNS, en affirmant : « La Syrie a désespérément besoin d'un leadership fort qui soit coopératif et inclusif, un leadership qui réponde aux besoins de la révolution et à la fermeté de notre peuple ». De plus, il proposa la création d'un Conseil intégré par des groupes politiques, des conseils locaux, des forces révolutionnaires et des figures nationales ; un Conseil militaire suprême qui inclurait des représentants des conseils militaires et des brigades ; un Comité judiciaire ; et un gouvernement de transition formé par des technocrates).

Le Sommet de Doha, convoqué entre le 8 et le 11 novembre, s'est conclu avec l'établissement d'une Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne. Mouaz al Khatib, ancien imam de la mosquée des Omeyyades, fut désigné en tant que président, et Riad Seif et Souheir al Atassi en tant que vice-présidents. Cette nouvelle plateforme fut immédiatement reconnue en tant que représentante légitime du peuple syrien par le Conseil de coopération du Golfe, la Ligue arabe et la France.

Ces changements obligèrent le CNS à mettre en marche une profonde rénovation avec l'élection de George Sabra, de confession chrétienne, en tant que nouveau président, et Mohamed Farouk Tayfour, des Frères musulmans, en tant que vice-président. Malgré le coup reçu, le CNS reste la principale force de la Coalition nationale (avec 22 des 65 membres). Reste à savoir si, après avoir renoncé au monopole de l'opposition, le CNS sera capable de s'adapter à la nouvelle distribution de forces existante sur le terrain. ■